

« Siempre he pensado en un pueblo de deportistas »ⁱ. La politique sportive péroniste (1946-1955)

Lucie Hêmeury

Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle (IHEAL-CREDA)

Introduction

La période péroniste est décrite par la plupart des spécialistes comme le moment où, pour la première fois en Argentine, une politique sportive digne de ce nom, orchestrée par le gouvernement en place, a vu le jour. Le président Juan Domingo Perón lui-même a très régulièrement manifesté son intérêt pour le sport et la pratique des activités physiques, en raison de ses vertus pour la formation non seulement physique mais surtout morale des individus. Néanmoins, l'histoire de la politique sportive péroniste reste à faire. Bien qu'un nombre croissant de travaux universitaires soit consacré à cette question depuis les années 1990, il manque encore une véritable monographie qui proposerait une analyse globale et détaillée des rapports entre sport et politique pendant la période du premier péronismeⁱⁱ.

Comme pour d'autres aspects de l'histoire du péronisme, des débats toujours vifs sont perceptibles dans les différentes études consacrées aux mesures et aux réalisations déployées par le gouvernement péroniste entre 1946 et 1955. La période péroniste correspondrait pour certains auteurs à un âge d'or du sport argentin, caractérisé par un soutien financier sans précédent apporté par le gouvernement aux institutions sportives et à la construction d'infrastructures ; par la création de nouveaux organismes (ou la réorganisation d'institutions déjà existantes) chargés d'encadrer et de promouvoir le sport ; par l'organisation de grandes compétitions internationales et la mise au point de programmes qui furent par la suite abandonnés, vidés de leur substance ou qui sont restés lettre morte après le coup d'État de 1955.

Pour d'autres spécialistes, cette politique visait en réalité à instrumentaliser le sport et les sportifs. Cette interprétation a d'ailleurs vu le jour dès les premières années du mandat présidentiel de Perón. Aux yeux des antipéronistes, l'intérêt, indéniable, manifesté par les dirigeants péronistes pour le sport, dissimulait une volonté de manipuler les masses et de s'assurer leur adhésion, en s'appuyant sur la passion entretenue par une majorité d'Argentins pour le sport et les spectacles sportifs. Le péronisme n'aurait ainsi fait que reproduire les politiques déjà entreprises par le fascisme ou le nazisme dans les années trente. La politique sportive conduite par le gouvernement péroniste aurait servi avant tout à des fins de propagande, et à embrigader l'ensemble de la population, et tout particulièrement les jeunes et les enfants.

Cette interprétation, qui met en avant le contrôle politique exercé sur la sphère sportive, a été régulièrement reprise et réaffirmée après 1955. Elle a été synthétisée dans la célèbre phrase, très commentée, du journaliste sportif Felix Daniel Frascara : « Le pacte était conclu. Perón donnait tout au sport et le sport donnait tout à Perón. »ⁱⁱⁱ Aux lendemains du renversement du gouvernement péroniste par la junte militaire, ce membre de la rédaction du magazine sportif *El Gráfico* dressait en ces termes un bilan des relations établies entre sphère politique et milieu sportif sous le péronisme.

La réalité nous semble plus complexe que ce jugement lapidaire l'a laissé penser. C'est ce que nous allons tenter de démontrer dans cette étude. Il nous semble nécessaire de commencer par s'interroger sur la place occupée par le sport dans l'ensemble du programme de réformes sociales engagées par le gouvernement péroniste et identifier les objectifs poursuivis par les dirigeants péronistes. Il s'agit de se demander si le péronisme a bien été un moment de rupture dans le domaine sportif, comme Perón l'affirme lui-même à maintes reprises dans ses discours consacrés au sport et s'il présente des traits originaux ou spécifiques par rapport à d'autres programmes de politique sportive menés dans d'autres contextes nationaux. Ensuite, nous verrons que le gouvernement s'est amplement appuyé sur le milieu sportif déjà existant et qu'il n'a eu recours à la création d'organismes spécifiques que pour mener à bien certaines politiques ciblées, en fonction des catégories de population à atteindre.

Nous terminerons cette brève analyse de la politique sportive péroniste en cherchant à évaluer le degré de contrôle politique exercé sur le milieu sportif argentin. Il est indéniable que le sport a été perçu par les dirigeants péronistes comme un moyen de mettre en valeur la « Nouvelle Argentine » (*Nueva Argentina*) conçue et souhaitée par Perón, et ce, tant auprès de la société argentine que de la communauté internationale. Le sport est aussi apparu comme un vecteur privilégié pour atteindre des secteurs de la population restés jusqu'alors en dehors de la sphère d'intervention des politiques sociales nationales. Mais les innovations de la politique sportive ont aussi été marquées par la radicalisation du péronisme entre 1946 et 1955, allant vers un autoritarisme croissant, qui s'est manifesté à travers des pressions exercées sur les athlètes et les dirigeants sportifs.

Le sport : un enjeu de la « *democratización del bienestar* »^{iv} péroniste

Pour comprendre le nouvel intérêt déployé sous le péronisme à l'égard du sport, il faut souligner que Perón fut lui-même un sportif de haut niveau. Il a été dans sa jeunesse champion militaire d'escrime. Au cours de ses années de formation militaire, il a pratiqué et enseigné de nombreuses disciplines sportives : l'équitation, la boxe, le basket-ball, l'alpinisme et les sports de haute montagne^v.

Les médias officiels et les services de propagande du gouvernement ont largement mis en avant cette connaissance intime des questions sportives, qui lui a valu d'ailleurs d'être appelé « Primer Deportista de la Nación »^{vi}, expression que l'on peut rapprocher d'une autre formule très célèbre le désignant comme « Primer Trabajador de la Nación » (Premier travailleur de la nation). Cela lui a conféré une position d'autorité pour traiter des problèmes sportifs. Il explique à maintes reprises que, dès le début de son mandat, il s'est préoccupé de la situation du sport et de son développement dans le pays :

« Cela fait dix ans que je m'occupe de ces questions, mais, indubitablement, il est difficile de corriger en dix ans ce qui n'a pas été fait en un siècle. Nous nous sommes retrouvés dans un pays où le sport a été quelque peu oublié par l'État. »^{vii}

Cette citation provient d'un discours prononcé le 27 octobre 1954 lors du Congrès Général des Délégués de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles (Union des Entités Sportives et Civiles), organisé au siège de la Confédération Générale du Travail (CGT) argentine. Ce discours a par la suite été édité en brochure par la Subsecretaría de Informaciones^{viii} sous le titre : « *Tenemos un pueblo bueno y capaz para el deporte* » dijo Perón »^{ix}. Le président argentin y dresse un bilan des actions menées par son gouvernement sur le plan sportif et à la diffusion des activités physiques dans le pays. Il commence par

souligner la différence par rapport aux gouvernements précédents qui ont négligé la question du sport. Cela lui permet d'insister sur l'ampleur de la tâche à accomplir, due à l'absence de prise en compte du sport par ses prédécesseurs. Ce type de comparaison, qui insiste sur l'idée d'une rupture radicale entre un « avant Perón » et un « présent péroniste », est régulièrement invoquée dans les discours péronistes, que ce soit pour défendre les initiatives prises dans le domaine du sport ou dans d'autres.

La rupture repose, dans le cas du sport, sur une attention nouvelle du gouvernement concernant l'organisation et l'encadrement des activités sportives et leur diffusion à travers l'ensemble du pays. Perón se donne pour tâche de « développer l'esprit sportif » des Argentins^x. Le sport est désormais considéré comme un enjeu crucial pour le nouveau gouvernement : il relève à présent du domaine d'intervention de l'État. S'affirme avec force le principe d'une prise en charge tant sur le plan physique que moral de la population par l'État : c'est l'un de ses devoirs de veiller à tout ce qui se rapporte à la santé, à l'hygiène, aux conditions générales de vie des citoyens. Il faut soigner « le potentiel humain de la nation »^{xi} : les individus qui composent la population d'une nation sont à la base de sa puissance.

Le sport s'inscrit dans cet ensemble de politiques qui visent à améliorer les conditions de vie de la population et qui constituent l'armature de l'État-providence péroniste. Le droit au « bien-être » est d'ailleurs inscrit comme l'un des dix droits de la Déclaration des Droits du Travailleur, proclamée en 1947^{xii}. L'accès aux sports, à la culture, aux loisirs en général font ainsi partie de l'ensemble des conquêtes sociales rendues possibles par l'arrivée au pouvoir du général Perón et destinées aux secteurs les moins favorisés de la société argentine, au même titre que les congés payés, le treizième mois, la sécurité sociale ou encore la retraite.

Pour mieux souligner le caractère novateur de sa politique, Perón n'évoque jamais les initiatives politiques des gouvernements radicaux des années vingt ou des conservateurs des années trente. Pourtant, les activités sportives connaissent un développement de longue date en Argentine, depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Les années 1900-1930 ont été marquées par la popularisation de nombreux sports, le renforcement de l'institutionnalisation des disciplines sportives, la construction d'infrastructures qui rivalisent avec celles existant en Europe. Le milieu sportif argentin est fortement animé par les très nombreux clubs sportifs, structurés en ligues et fédérations nationales. L'attention des dirigeants politiques à l'égard du sport ne commence pas avec le péronisme et Perón n'est pas le premier président argentin avec un passé de sportif. On peut citer le précédent de Marcelo Torcuato de Alvear, président radical, qui fut lui-même un célèbre *sportsman* en son temps avant d'accéder à la plus haute fonction de l'État. Les initiatives de Manuel Fresco, gouverneur conservateur de la province de Buenos Aires au milieu des années trente, ont certainement eu aussi une influence sur les politiques péronistes. Il a notamment créé des colonies de vacances pour que les enfants des villes puissent pratiquer des exercices au grand air et organisé régulièrement des *Olimpiadas infantiles* (Olympiades pour enfants) dans sa province.

La différence fondamentale introduite par le gouvernement péroniste consiste, selon nous, à attribuer à l'État un rôle de premier plan dans l'encadrement de la pratique et de la diffusion des sports dans le pays. Elle repose également sur la volonté affirmée de donner une dimension systématique et nationale à cette politique de promotion du sport. L'État devient désormais un acteur central dans ce domaine, qui n'est plus laissé uniquement aux mains des clubs, des fédérations et des associations sportives animées par des individus et des groupes privés. En cela, cette conception du rôle de l'État dans la gestion du sport me semble bien se rapprocher d'autres cas nationaux. En France, en Allemagne, en Italie des années d'après-

guerres, on peut également repérer des projets similaires, qui se traduisent par une plus grande intervention des pouvoirs publics dans les questions sportives^{xiii}.

Les institutions chargées des questions sportives : des acteurs variés

En Argentine, le gouvernement péroniste ne met pas en place un seul et unique organe de gouvernement qui serait seul responsable de tout ce qui concerne les questions sportives : il n'existe pas de ministère, de secrétariat ou de direction générale des sports. La politique sportive se décline en plusieurs volets distincts : en premier lieu, le développement de la pratique sportive chez les enfants et les jeunes, considérés comme l'avenir de la nation, et qui à ce titre bénéficient d'un traitement particulier en tant que « seuls privilégiés du pays »^{xiv}. En second lieu, l'appui financier et logistique apporté au sport de haut niveau et aux athlètes de niveau international, afin de faire de ces derniers de véritables ambassadeurs de la *Nueva Argentina* dans le monde, à travers leur participation aux grands compétitions internationales.

Les problématiques sportives se rattachent donc à d'autres sphères d'intervention de l'État, en particulier les questions sanitaires (sous la houlette du ministère de la Santé créé en 1946), les questions éducatives (sous la tutelle du ministère de l'Éducation), les questions culturelles, les questions sociales. Ce sont donc plusieurs institutions et différents organismes qui sont responsables de l'orientation des politiques sportives. Nous allons nous intéresser aux principales institutions sur lesquelles s'est appuyé le gouvernement afin de mener à bien sa politique sportive.

La Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentino (CADCOA)

Cette institution existe depuis les années 1920 et a été fondée sous le patronnage du président Marcelo T. de Alvear évoqué plus haut. Elle avait pour mission de superviser les activités des fédérations nationales affiliées, de décider des grandes orientations du sport argentin au niveau national et de s'occuper de la participation argentine aux Jeux Olympiques. Il s'agit d'une entité indépendante du gouvernement, fonctionnant en tant qu'association civile à personnalité juridique : respectant le principe de l'amateurisme, les membres du comité de direction sont donc des bénévoles, des sportifs ou d'anciens sportifs devenus dirigeants.

Mais la CADCOA souffre depuis sa création d'un manque de ressources chronique, dont elle se plaint d'ailleurs régulièrement auprès des pouvoirs publics. Perón va la confirmer dans son rôle de coordinatrice au niveau national et de responsable de tout ce qui relève des activités sportives à l'international. Son poids dans le milieu sportif est également renforcé grâce à l'attribution régulière de subventions. Si officiellement les statuts de la CADCOA ne semblent pas avoir changés, certains spécialistes considèrent que la CADCOA est passée sous le contrôle du gouvernement. Il est certain qu'à partir de 1948, Rodolfo Valenzuela, un ancien champion d'escrime, prend la tête de l'institution, qu'il dirige jusqu'à la chute du péronisme. Cet avocat, spécialisé en droit du travail, est un proche collaborateur de Perón et de sa femme, qui devient également président de la Cour Suprême de Justice. C'est donc le plus haut magistrat du pays qui est aussi à la tête de l'institution centrale du sport argentin, un cumul de fonction qui apparaît tout de suite suspect aux détracteurs du péronisme.

Quoi qu'il en soit, sous le péronisme, la CADCOA voit sa situation s'améliorer. Elle perçoit désormais des fonds importants qui lui permettent d'assurer son rôle. C'est à elle que revient l'organisation des Premiers Jeux Panaméricains de 1951 accueillis à Buenos Aires. Un

problème majeur qui perturbait ses activités depuis la fin des années trente est enfin réglé grâce à l'action du gouvernement péroniste puisqu'elle obtient enfin ses propres locaux, au sein de la Casa de Deporte Eva Perón le 18 juillet 1950^{xv}.

Les fédérations, clubs et associations sportives nationales

En raison de leur existence ancienne et de leur expérience dans l'encadrement des sportifs, dans l'organisation des tournois et des compétitions, au niveau local et/ou provincial, ces institutions furent forcément des interlocuteurs et intermédiaires privilégiés de la politique gouvernementale. Les mesures les plus importantes prises par le gouvernement consistèrent à leur faciliter l'accès à des ressources plus importantes, à travers une législation encadrant l'octroi de subventions ou de prêts, ce qui permit à de nombreux clubs de s'équiper de nouvelles infrastructures entre 1946 et 1955.

Tout au long de la période, on constate que les dirigeants sportifs ont cherché à renforcer leur position d'intermédiaire obligé, afin également de garantir pour leur institution l'obtention de ces ressources économiques, en entretenant des liens personnels étroits avec les personnalités au pouvoir. Il convient plutôt de considérer cette situation en termes de stratégies d'acteurs que comme le signe d'un contrôle absolu exercé par le gouvernement sur le milieu sportif^{xvi}.

La Fondation Eva Perón (FEP)

Cet organisme de bienfaisance créé en 1947 par la Première Dame Eva Perón, destiné à venir en aide aux personnes les plus démunies, est l'une des institutions péronistes les plus connues. Bien qu'il ne corresponde pas exactement à sa vocation première, le sport devient très vite l'un des champs d'action privilégiés de ce nouvel organisme et probablement l'un de ceux qui a le plus de succès et de visibilité. Dès 1948, est organisée la première édition d'un championnat de football pour les enfants, le *Campeonato Infantil de Fútbol Doña María Eva Duarte de Perón* ou *Campeonatos Evita* Y participèrent plus de 10 000 enfants de la capitale et 3 700 venus de province. La compétition s'élargit au pays entier au cours des années suivantes, avant d'introduire de nouvelles disciplines sportives en 1951 et d'admettre les filles dans certains sports à partir de 1952. En 1954, près de 216 000 enfants étaient en compétition dans dix événements sportifs (Plotkin, 2003). L'une des caractéristiques les plus intéressantes de ce grand rassemblement réside dans son organisation, qui faisait appel à l'action coordonnée de plusieurs ministères du gouvernement péroniste : celui chargé des Transports, car les enfants étaient amenés gratuitement en train à Buenos Aires, celui de la Santé car les enfants se rendaient à une visite médicale avant le début du tournoi, qui permettait à la fois de contrôler leur état de santé mais aussi leur situation civile. Certains enfants vivant en province n'avaient pas de papiers d'identité ou n'étaient pas correctement enregistrés à l'état-civil : c'était l'occasion pour l'administration péroniste d'y remédier. Nous avons donc là un bon exemple du recours au sport par le gouvernement afin de répondre à des nécessités de la population et d'appliquer d'autres politiques sociales sur une catégorie de population déterminée.

Si certains historiens y ont vu une tentative de « socialisation politique », voire d'embrigadement des plus jeunes à travers la pratique des sports et un support extrêmement efficace pour la propagande du régime (Rein, 1998) , il est difficile d'évaluer son impact réel sur les jeunes participants. Les récompenses offertes pouvaient suffire à encourager la participation des enfants et des clubs : ceux-ci remportaient du matériel, des vêtements ou des

chaussures de sport, des équipements et des infrastructures. Si on y ajoute les bénéfices apportés par les campagnes sanitaires, les mises au point de l'état-civil des enfants, ou les opportunités pour ceux-ci de voyager à travers le pays, et en particulier de découvrir la capitale, ce tournoi offrait tout une série d'avantages et d'améliorations dont la portée était tout autant ressentie.

L'Unión de Estudiantes Secundarios (UES)

Il s'agit d'une autre initiative, de création relativement tardive puisqu'elle date de 1953, lancée par Armando Méndez San Martín, alors ministre de l'Éducation et directeur de l'École Supérieure Péroniste. Cet organisme est particulièrement intéressant parce qu'il signale une évolution de la politique péroniste à la fin de la période vis-à-vis des étudiants, des adolescents et de la jeunesse en général. Elle mêle en effet deux objectifs recherchés par le régime : promouvoir la pratique des sports auprès des adolescents cette fois-ci tout en les amenant à s'organiser à travers une structure syndicale, associée au pouvoir, pouvant concurrencer les syndicats d'étudiants plutôt hostiles en général au gouvernement.

Mais l'UES a également fait scandale. Dès ses origines, elle comporte deux branches, une section masculine et une section féminine, disposant d'installations sportives séparées. Or, celles de la branche féminine ont été établies dans la résidence présidentielle d'Olivos, où loge Perón. Les reportages dans la presse montrant le président veuf dans son jardin entouré de jeunes adolescentes en tenue de sport ont choqué une partie de l'opinion publique, scandalisée par cette proximité entre un Perón vieillissant et des jeunes filles portant des vêtements alors jugés peu convenable car courts et laissant apparaître les jambes. Ces images et la rumeur d'une relation amoureuse entre Perón et l'une de ces adolescentes ont alimenté les critiques de plus en plus vives formulées par les secteurs d'opposition à l'égard du régime.

Le sport sous contrôle politique ?

Dans le domaine du sport comme dans bien d'autres, le gouvernement péroniste ne disposait pas dès son accession au pouvoir d'un programme politique précis et mis au point à l'avance à mettre en application. Plutôt qu'un plan préétabli, la politique sportive du régime a surtout consisté en des séries de mesures prises en fonction des circonstances du moment et des réorientations globales expérimentées par le régime. Il est indéniable que le sport a servi à construire et diffuser une certaine image de Perón et de son gouvernement, en s'appuyant sur la médiatisation croissante à cette période des événements sportifs, perceptible en Argentine et dans le reste du monde.

De nombreux champions argentins, véritables icônes populaires, ont démontré publiquement leur adhésion au péronisme en dédiant leurs victoires et leurs titres à leur patrie et à Perón (parmi bien d'autres, le boxeur Pascual Pérez, des pilotes automobiles comme Juan Manuel Fangio et les frères Gálvez...) ou en associant leurs exploits sportifs au régime. On peut citer par exemple ces propos de Juan Gálvez, prononcés en 1951 en présence de Perón et de sa femme à l'issue de son raid automobile « En Pro de la Reelección » (« Pour la réélection ») :

« J'ai décidé de faire ce raid de ma propre initiative. J'avais la certitude, en m'y lançant, que j'allais compter sur le soutien de tout le peuple de la République, et aujourd'hui, je peux vous assurer, Monsieur le Président, que ce peuple aime Perón et Eva Perón parce que c'est un peuple péroniste en son âme et parce qu'il peut voir des réalisations concrètement achevées, là où les autres gouvernements se contentaient de promesses. »^{xvii}

Ils alimentent ainsi la dimension nationaliste de la rhétorique péroniste, en contribuant au prestige national et au prestige personnel de Perón, les médias nationaux, dont une grande partie passe progressivement sous le contrôle du gouvernement, et internationaux servant de relais. Les services officiels d'information et de propagande, dont on connaît l'efficacité et la grande capacité de production sous le péronisme, ont également eu régulièrement recours à l'exemple de la politique sportive pour vanter les réussites et les mérites de l'action gouvernementale.

De plus, la conception péroniste de la pratique des activités physiques en fait un moyen privilégié d'éducation : reprenant la vision classique défendue par les fondateurs de l'olympisme et de l'idéal sportif, Perón présente le sport comme une « école de vie », qui permet de former des citoyens sains de corps et d'esprit. D'où sa place fondamentale dans l'éducation des enfants et des jeunes, qui seront les « citoyens argentins de demain », citoyens se confondant de plus en plus avec « péronistes ».

Car la politique sportive n'échappe pas en effet aux évolutions que connaît le mouvement péroniste et le gouvernement : on assiste ainsi à partir de 1951 à un durcissement du régime, une radicalisation, en raison des difficultés économiques qui mettent fin à la prospérité des premières années, mais aussi des tentatives de soulèvement militaire qui accentuent la polarisation de la société argentine. Dans ce contexte, les exigences de signes d'allégeance à l'égard du pouvoir se font plus insistantes sur l'ensemble de la société et des sphères d'activité. Si les acteurs du milieu sportif pouvaient avoir des intérêts convergents avec les acteurs politiques, ou du moins cherchèrent à s'adapter aux conditions nouvelles introduites par l'arrivée au pouvoir du péronisme, et surent profiter des opportunités offertes par une politique favorable aux activités des institutions sportives, il n'en demeure pas moins qu'ils craignaient des formes d'intervention de plus en plus directes dans le champ sportif.

Le gouvernement péroniste n'a pas pris le contrôle direct des grandes organisations à la tête du milieu sportif (CADCOA, AFA, fédérations nationales...) et ne les a pas faites passer sous la tutelle d'un ministère ou d'un organisme d'État. Mais en plaçant des hommes de confiance du couple Perón à leur tête et en cherchant trop ostensiblement à faire du sport un support privilégié de sa communication politique et un lieu de mise en scène du pouvoir, il a heurté les principes d'indépendance et menacé l'autonomie chers à une partie des dirigeants sportifs, encore fortement attachés au discours originel de l'idéal de « pureté sportive ». C'est sur cette fiction d'une indépendance politique radicale du sport que s'est appuyée la Révolution Libératrice pour condamner et démanteler la politique sportive de la « seconde tyrannie », expression qui a servi à désigner le péronisme après 1955.

ⁱ « J'ai toujours pensé à un peuple de sportifs », citation tirée du discours prononcé par Juan Domingo Perón lors de la réception des vainqueurs du Grand Prix Automobile de la République au palais présidentiel, le 2 août 1951.

ⁱⁱ Bien que le péronisme ait donné lieu à quantité de publications et de recherches universitaires, les études consacrées au sport restent peu nombreuses. Nous renvoyons à la bibliographie qui accompagne l'article dans laquelle nous indiquons les publications les plus importantes.

ⁱⁱⁱ « Quedó establecido el pacto. Perón le daba todo al deporte y el deporte le daba todo a Perón. ».

^{iv} « La démocratisation du bien-être ». Expression proposée par Juan Carlos Torre et Elisa Pastoriza dans Torre, Juan Carlos [dir.], *Nueva Historia Argentina T.8 : los años peronistas 1943-1955*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 2002.

^v Il a notamment suivi l'entraînement des chasseurs alpins et des régiments de haute montagne en Italie entre 1939 et 1941, avant de devenir lui-même instructeur pour les régiments argentins basés à Mendoza.

^{vi} « Premier Sportif de la Nation ». Voir le journal sportif péroniste *Mundo Deportivo*, 1953.

^{vii} Extrait du discours prononcé par Perón lors de l'inauguration du Congrès de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles, le 27 octobre 1954.

^{viii} Sous-secrétariat à l'Information, organisme d'État chargé de diffuser les informations sur l'action du gouvernement péroniste et qui devint l'organe principal de la propagande menée par le régime.

^{ix} « 'Nous avons un peuple bon et apte pour le sport' » a déclaré Perón ».

^x « Ese era el problema que se me presentó cuando me hice cargo del gobierno. Había que desarrollar el espíritu deportista en la gente. », extrait du discours du 27 octobre 1954, voir note vii.

^{xi} *Ibid*

^{xii} Voir les droits du travailleur et les droits de la vieillesse présentés dans *Buenos Aires. Capitale du justicialisme*, Buenos Aires, Présidence de la Nation, Sous-secrétariat à l'Information, 1952, p. 78-79.

^{xiii} Consulter Pierre Lanfranchi, « Entre initiative privée et question nationale. Genèse et évolution des politiques sportives en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie) », *Politix*, Vol.13, n°50, 2000, p. 29-48.

^{xiv} Soit « los únicos privilegiados del país ».

^{xv} Auparavant, incapable de faire face aux frais d'achat d'un terrain et de construction de son siège, la CADCOA était installée dans le bâtiment de l'Association Argentine de Football.

^{xvi} Nous analysons plus en détail cette question dans notre article « Le pouvoir hors-jeu ? Football et péronisme en Argentine (1946-1955) », *Cahiers des Amériques latines*, n°74, 2014, p. 55-74.

^{xvii} Discours reproduit dans « El Ejemplo Peronista », *Mundo Peronista*, n°3, 15 août 1951. Ce raid a été organisé par Juan Gálvez pour soutenir la campagne électorale de Perón.

Bibliographie :

ALABARCES Pablo, *Fútbol y Patria*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2008 (1^{ère} édition 2002)

ARCHETTI Eduardo, *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001

DI GIANO Roberto, « El fútbol en el marco de políticas nacionalistas », en *efdeportes/ Revista Digital*, Buenos Aires, année 8, n°55, décembre 2002. Disponible sur internet sur: www.efdeportes.com/efd55/nacion.htm

FRYDENBERG, Julio et REIN, Raanan [eds.], *La Cancha peronista*, Buenos Aires, Ediciones de la UNSAM, 2015

HEMEURY, Lucie, « Le pouvoir hors-jeu ? Football et péronisme en Argentine (1946-1955) », *Cahiers des Amériques latines*, n°74, 2014, p. 55-74.

MASSARINO, Marcelo, « 'Por Perón y por la Patria'. Un análisis del discurso peronista y el deporte », www.efdeportes.com/ Revista Digital, Buenos Aires, Año 8, N°46, mars 2002. Disponible sur internet sur : <http://www.efdeportes.com/efd46/peron.htm>

PALOMINO Héctor et SCHER Ariel, *Fútbol: pasión de multitudes y de elites*, Buenos Aires, CISEA, 1988

PLOTKIN Mariano, *Mañana es San Perón. A cultural history of Perón's Argentina*, Wilmington (Del.), Scholarly resources, 2003 (1^{ère} édition argentine 1993)

PONS María Cristina, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la « Nueva Argentina » », in SORIA Claudia et alii, *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2010

REIN Raanan, « 'El Primer Deportista' : the political use and abuse of sport in peronist Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 15 : 2, 1998, p. 54-76 ;

RODRIGUEZ, María Graciela, *Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955)*, Tesis de Maestría en Sociología de la Cultura, UNSAM, mimeo, 2002